

Numéro 11 / décembre 2016

Le partage de l'euro alimentaire : première estimation incluant la restauration

Philippe Boyer

Inspiré de travaux américains (Canning P., 2011) l'euro alimentaire évalue les revenus générés dans l'ensemble de l'économie (et pas seulement dans les filières agroalimentaires) par la consommation alimentaire des ménages. Les calculs, effectués sur les tableaux entrées-sorties (TES) de la comptabilité nationale, visent deux types de résultats :

- la décomposition de la consommation alimentaire en **production agricole**¹ domestique *incluse* dans la dépense alimentaire², en **importations en produits alimentaires**, en **valeur créée en aval de l'agriculture** - par la transformation, le transport, le commerce - et en **taxes sur les produits**.
- la décomposition de la consommation alimentaire en **valeurs ajoutées** induites dans toutes les branches de l'économie, en **importations** de produits alimentaires intermédiaires et en **taxes sur les produits**.

Ces résultats intègrent pour la première fois la consommation des ménages en services de restauration commerciale et collective.

En 2012, d'après les statistiques de [consommation par fonction](#) de l'Insee, la consommation de services de restauration par les ménages s'élève à 57,7 milliards d'euros et celle en produits alimentaires hors restauration, à 169,2 milliards (via le commerce de détail, les achats directs aux producteurs et l'autoconsommation). Les résultats présentés ici portent sur ces deux types de consommation alimentaire, pour un montant de 226,8 milliards d'euros.

¹ Sauf mention contraire, la production agricole recouvre aussi dans cet article la pêche et l'aquaculture, qui représentent environ 3% de la production de l'ensemble agriculture, pêche et aquaculture.

Pour la première fois, dans cette note, la restauration est prise en compte dans l'euro alimentaire, analyse macroéconomique du partage de la valeur dans la chaîne alimentaire jusqu'ici limitée aux achats en magasins ou directement aux producteurs et à l'autoconsommation. Les résultats portent sur 2012 - les données plus récentes n'étant pas encore disponibles - et, outre les calculs habituels sur les tableaux entrées-sorties de la comptabilité nationale, ils s'appuient sur des hypothèses et quelques approximations exposées en dernière partie de l'article (annexe « éléments de méthodes »).

15,3 € de production agricole dans 100 € de consommation alimentaire

La **première décomposition** établit dans que dans 100 € de consommation alimentaire - restauration incluse - les produits agricoles domestiques représentent 15,3 € et les valeurs créées en aval (y compris à partir d'intrants importés), 65,2 €. Les importations alimentaires (importations finales : consommables en l'état) représentent 10,5 € et les taxes sur les produits (dont TVA, taxes sur les alcools, etc.), 9 €.

Figure 1
L'euro alimentaire en 2012 décomposé en production agricole, importations alimentaires, valeurs en aval et taxes



Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

² Production agricole *incluse* : c'est la production agricole *nécessaire* pour assurer la consommation alimentaire, *moins* les intraconsommations directes (semences, par exemple) et indirectes (maïs dans l'aliment industriel du bétail, par exemple), cf. annexe.

Une consommation alimentaire de 100 € apporte 6,8 € de valeur ajoutée dans l'agriculture

Dans cette *seconde analyse*, la production agricole et les valeurs en aval composant la consommation alimentaire des ménages - restauration incluse - sont intégralement décomposées en valeurs ajoutées et importations d'intrants. S'y ajoutent les importations finales et les taxes, déjà isolées précédemment.

On aboutit à la structure de l'euro alimentaire en 2012 représentée figure 2.

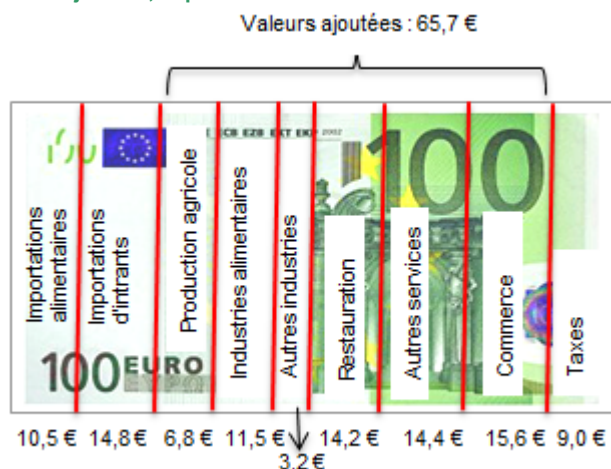
Sur 100 € de consommation alimentaire des ménages restauration incluse, 25,3 € rémunèrent des importations en produits alimentaires (10,5 €) ou en intrants (14,8 €) et 9 € sont des taxes (TVA, taxes sur les boissons, taxes sur les carburants...).

Le reste, soit 65,7 €, est constitué de valeurs ajoutées induites dans toutes les branches de l'économie nationale, avec des parts importantes revenant au commerce (15,6 €, soit 24% des valeurs ajoutées induites), à la restauration (14,2 €, 22%) et aux autres services transport inclus (14,4 €, 22%)

De cette valeur ajoutée induite par la consommation alimentaire des ménages, les industries alimentaires captent 11,5 €, (sur les 14,7 € revenant à l'ensemble de l'industrie) et l'agriculture 6,8 €, soit, respectivement, 17,5% et 10,4%.

Figure 2

L'euro alimentaire restauration incluse en 2012 décomposé valeurs ajoutées, importations et taxes



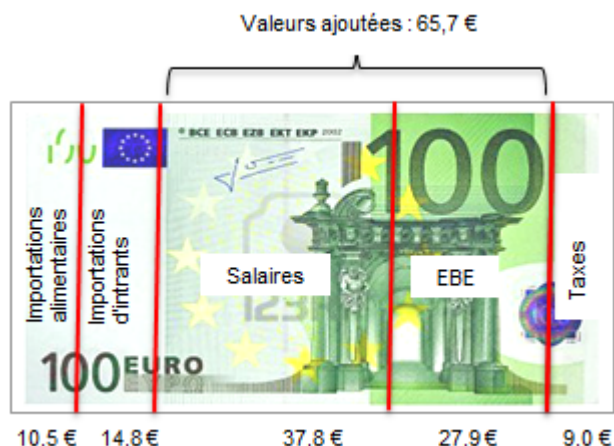
Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

En comparaison avec les décompositions antérieures de l'euro alimentaire hors restauration, du fait du taux de valeur ajoutée important de la restauration, ces nouveaux résultats se caractérisent par une diminution des parts *relatives* des branches hors restauration, mais aussi de celles des importations d'aliments et, dans une moindre mesure, des intrants importés. Mais en montants *absolus*, évidemment, la dépense en restauration induit une valeur ajoutée supplémentaire de 46 milliards d'euros dont 31 milliards dans la restauration et 15 milliards dans les autres branches, dont près de 2 milliards pour l'agriculture (cf. tableau 4, en annexe).

La valeur ajoutée de l'euro alimentaire se ventile, comme toute valeur ajoutée, entre les deux rémunérations brutes du travail et du capital : salaire brut et excédent brut d'exploitation (EBE). Le résultat est représenté sur la figure 3. Dans certaines branches, dont l'agriculture, l'EBE est un « *revenu mixte* », rémunérant le capital et le travail non salarié des chefs d'entreprise.

Figure 3

L'euro alimentaire restauration incluse en 2012 décomposé en salaires, EBE, importations et taxes



Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

L'EBE se répartit entre revenus distribués aux propriétaires du capital, intérêts, autres opérations de transferts dont assurances et impôt sur le bénéfice, épargne. À titre indicatif, en 2012, la répartition de l'EBE des sociétés non financières était la suivante :

Épargne ou capacité d'autofinancement :	54%
Revenus distribués aux propriétaires du capital :	15%
Intérêts reçus moins versés :	12%
Autres transferts nets :	8%
Impôts sur revenus et patrimoine :	12%

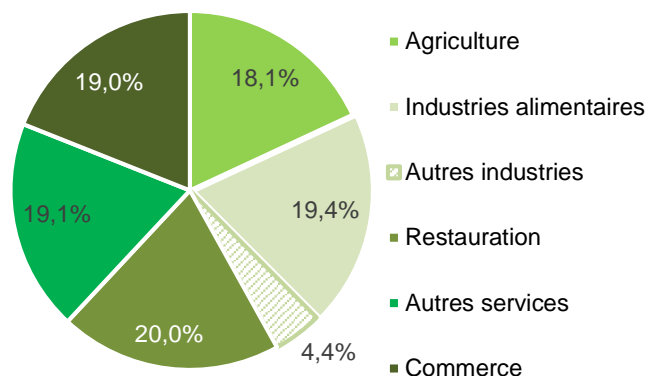
Source : tableau économique d'ensemble, Insee

La répartition par branche de l'EBE et des salaires induits par la consommation alimentaire des ménages restauration incluse en 2012 est donnée par les figures 4 et 5.

Du fait de la faiblesse relative du salariat en agriculture, la part de cette branche dans l'EBE induit par la consommation alimentaire est élevée (figure 3), avec 18,1% en 2012. À noter que cet EBE, puisqu'il est induit par la consommation, est hors subventions.

Figure 4

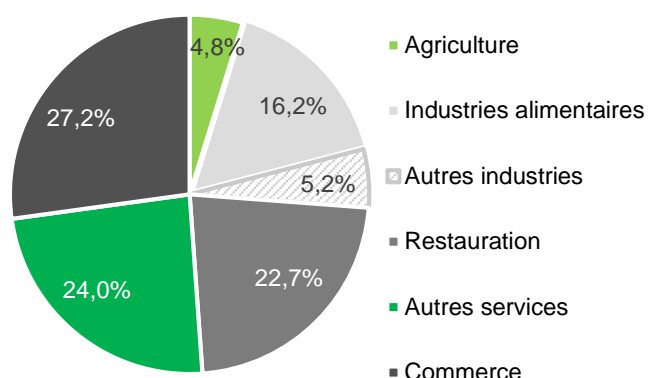
Répartition par branche des EBE induits par la consommation alimentaire en 2012



Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

Les salaires bruts induits par la consommation alimentaire en 2012 s'élèvent à 85 milliards d'euros soit 8% du total des salaires versés dans l'économie nationale. La part par branche (figure 5) est la plus élevée dans le commerce (27,4%) suivi par les services (24%), la restauration (22,4%) et les industries alimentaires (16,2 %).

Figure 5
Répartition par branche des salaires induits par la consommation alimentaire en 2012



Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

2,6 millions d'emplois sont induits par la consommation alimentaire

Les données disponibles permettent d'estimer l'emploi salarié et non salarié généré par la consommation alimentaire des ménages restauration incluse, en nombre d'équivalents temps plein (ETP). En 2012, il s'élève à 2,6 millions ETP, dont 0,7 million dans le commerce, 0,6 dans la restauration, 1,1 réparti dans des proportions proches entre l'agriculture et la pêche (0,4), les industries alimentaires (0,3) et les services (0,4), le reste étant dans les industries non alimentaires et les transports (moins de 0,1 million ETP chacun).

L'emploi induit en agriculture par la consommation alimentaire (406 000 ETP) est inférieur à l'emploi total de la branche (806 000 ETP, selon les comptes nationaux), s'agissant du seul travail mobilisé dans la production de biens alimentaires consommés en France, donc hors exportation et hors production agricole à finalité non alimentaire.

En outre, les emplois calculés ici sont ceux induits par la consommation alimentaire des ménages (i.e. consommation finale). Or, 26% de la dépense en services de restauration ou 9% de la consommation alimentaire totale ressortissent, dans la comptabilité nationale et dans les TES, de la consommation intermédiaire des entreprises (repas d'affaires, par exemple). Les emplois induits dans la restauration - comme dans les autres branches - par cette consommation alimentaire « *intermédiaire* » des entreprises, ne sont donc pas pris en compte ici.

La consommation alimentaire assure près de 40% du revenu agricole

Directement, ou indirectement en tant qu'intrants, les produits agricoles participent à la satisfaction de différentes demandes finales :

- la demande finale en produits agroalimentaires et services de restauration, qui comprend la consommation alimentaire restauration incluse, les exportations agroalimentaires et, de façon relativement négligeable, la formation brute de capital en biens agroalimentaires : variations de stocks, immobilisations,
- et la demande finale (consommation finale, exportation) en autres biens et services non alimentaires : énergie, produits chimiques, textiles, fleurs et plantes....

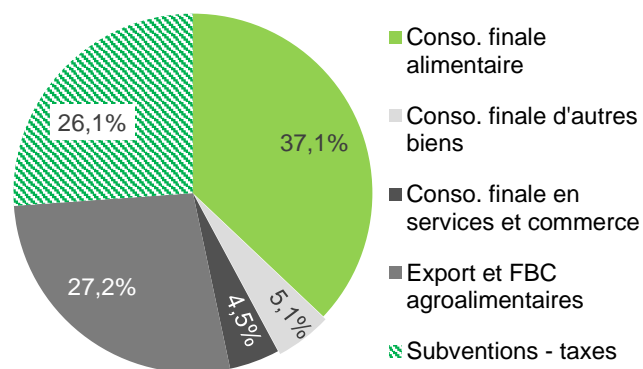
Chacune de ces différentes demandes finales induit une partie de la valeur ajoutée de la branche, donc de son EBE et de ses salaires.

Les parts d'EBE générées dans la branche agricole par ces différentes demandes finales sont représentées figure 6.

Les subventions (aux produits et autres subventions d'exploitation) contribuent pour 26% à l'EBE de l'agriculture. Elles sont incluses ici car on est dans une optique d'analyse du revenu de la branche, alors que dans l'approche précédente, on considérait les valeurs ajoutées induites par les achats des consommateurs, hors subventions (payées par les contribuables).

Les demandes marchandes contribuent donc pour près de 75% à l'EBE de la branche, dont environ 47% de demande domestique : consommation finale alimentaire (37,1%) restauration incluse, laquelle contribue pour 4,5% à l'EBE, consommation finale d'autres biens (5,1%) et services (4,5%). Enfin, la demande pour les exportations de biens agroalimentaires contribue pour 27% à la valeur ajoutée agricole, la formation brute de capital (FBC) en biens agroalimentaires est négligeable.

Figure 6
Contribution des différentes demandes finales et des subventions à l'EBE de la branche agricole en 2012



Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

Résumé

En 2012, les 227 M€ de consommation alimentaire des ménages - la restauration étant incluse pour la première fois dans cette analyse - incluent 9% de taxes, 10,5% d'importations alimentaires, 15,3% de production agricole domestique et 67% de valeurs créées en aval de l'agriculture. En poursuivant l'analyse, outre les taxes et importations alimentaires déjà isolées, cette consommation alimentaire induit pour 65,7% de valeurs ajoutées dans toutes les branches de l'économie et contient pour 14,8% d'importations de biens intermédiaires.

Sur 65,7 € de valeur ajoutée induite par 100 € de consommation alimentaire restauration incluse, l'agriculture reçoit 6,8 € (un peu plus de 10% de la valeur ajoutée induite totale), les industries alimentaires 11,5 €, les autres industries 3,2 €, la restauration 14,2 €; les 30 € restant sont perçus par le commerce (15,6 €) et les services (14,4 €).

2,6 millions d'équivalents temps plein sont mobilisés pour assurer la consommation alimentaire, dont le sixième dans l'agriculture. La consommation alimentaire contribue pour 37% au revenu brut de la branche agricole, dont 4,5% imputable à la restauration, le reste provenant de l'exportation (27%), des subventions (26%) et d'autres demandes intérieures, non alimentaires.

Ces résultats proviennent de calculs réalisés sur les tableaux entrées-sorties élaborés par l'Insee pour Eurostat. Ces données ont été adaptées pour intégrer la restauration aux dépenses alimentaires, exclure le tabac de ces dernières et inclure les marges de commerce et de transport et les taxes.

Annexe : éléments de méthode

La consommation alimentaire selon les sources

La consommation alimentaire à laquelle on se réfère ici recouvre la [consommation effective des ménages](#) en produits alimentaires (i.e. achetés en magasin ou directement aux producteurs, voire autoconsommés) et en services de restauration, telle que mesurée dans l'approche de la [consommation des ménages par fonction](#) de l'Insee.

Sous la contrainte de la nomenclature des fonctions de consommation, cette approche ne recouvre pas l'intégralité de la consommation alimentaire : elle exclut les services de restauration non dissociables de la consommation d'un autre service (hébergement, hospitalisation) ou ressortissant de la consommation intermédiaire des entreprises (repas d'affaires). Elle comprend en revanche toutes les formes de restauration commerciale ou collective, dont les cantines scolaires ou d'entreprises. La fonction de consommation de produits alimentaires (distincte de celle de services de restauration) exclut à juste titre les denrées agricoles ou agroalimentaires non destinés à l'alimentation humaine : fleurs et plantes, animaux de compagnie et aliments destinés à ces derniers.

Mais ces produits ne peuvent être exclus des calculs effectués sur les TES, fondés sur une nomenclature de *produits* et non de *fonctions*. La consommation alimentaire approchée et décomposée à partir du TES selon la procédure expliquée plus loin est donc supérieure à la consommation effective par fonction en alimentation et en services de restauration. Cet écart serait sans grande incidence sur les résultats présentés pour 100 € de consommation alimentaire. Toutefois, les résultats des décompositions de la consommation alimentaire obtenus à partir du TES ont été réajustés (par des taux de correction linéaire, faute de mieux) afin de présenter des montants globaux cohérents avec la consommation par fonction. Le tableau 1 (page 5) présente, pour l'année 2012, les différences d'approche de la consommation alimentaire selon les sources utilisées, ainsi que les taux de correction.

Sources : les TES, les ERE et les comptes par branche en nomenclature détaillée

Les calculs de l'euro alimentaire sont effectués sur les [tableaux entrées-sorties](#) (TES) produits par l'Insee pour Eurostat. Cette source fournit un TES domestique et un TES des importations

Le TES domestique (cf. tableau 2 page 5) retrace :

- la consommation intermédiaire de chaque branche (en colonne) en chaque produit domestique (en ligne) et en importations (globalement, sans détail par produit importé) ;
- les différentes demandes finales de chaque produit : la consommation finale par les ménages, l'exportation et la formation brute de capital (FBC : variation de stock, immobilisations) ;
- la production de chaque branche, sa valeur ajoutée et la répartition de celle-ci entre EBE et salaires.

Le TES des importations retrace l'utilisation de chaque produit importé pour la consommation intermédiaire de chaque branche (détaillant ainsi l'information globale de la ligne « *importations intermédiaires* » du TES domestique), en consommation finale, exportations et FBC.

Les données des TES sont aux prix de base, c'est-à-dire avant marges de commerce et de transport et avant taxes sur les produits (TVA, accises sur alcools,...), mais incluant les subventions aux produits (notamment aux produits agricoles).

Les tableaux d'équilibre ressources-emplois (ERE) et les comptes par branche en nomenclature plus détaillée que le TES, fournissent :

- les taxes par produit,
- les marges commerciales et de transport par produit et selon l'utilisation du produit (consommation intermédiaire, consommation finale)
- la production, la consommation intermédiaire par branche, les subventions aux produits, la valeur ajoutée, l'utilisation de la production pour la consommation finale, la consommation intermédiaire, l'exportation et la FBC.

Ces données, complémentaires de celles du TES, sont indispensables pour réaliser les étapes décrites ci-après.

Principes de base des décompositions de l'euro alimentaire

On présente ici les principes des calculs *en omettant, pour simplifier l'exposé, les échanges extérieurs et la FBC*.

La première décomposition de l'euro alimentaire consiste à calculer la valeur de la production agricole (indice *a* pour « agricole ») incluse dans la valeur la consommation finale (CF) alimentaire (*al*) restauration incluse, soit :

$$P_a^{*CFal} = (1 - A_{a,a} - \hat{A}_{a,a}) P_a^{CFal} \quad (1)$$

Avec :

- $A_{a,a}$, coefficient technique des intrants en produits agricoles utilisés par la production agricole, ou coefficient d'intraconsommation agricole,
- $\hat{A}_{a,a}$, coefficient technique des intrants en produits agricoles utilisés dans la production d'autres produits eux-mêmes intrants dans la production agricole (coefficient d'intraconsommations agricoles *indirectes*),
- P_a^{CFal} , production agricole nécessaire pour la consommation finale alimentaire. Son montant est une partie de la matrice carrée $[P^{CF}]$ de toutes les productions en colonne nécessaires pour la consommation finale en produits de toutes les branches en ligne, telle que :

$$[P^{CF}] = ([I] + [A] + [A]^2 + [A]^3 + [A]^4 + \dots) [\overline{CF}]$$

Avec I matrice carrée unité, A matrice carrée des coefficients techniques de chaque produit utilisé comme intrant dans chaque branche, $[\overline{CF}]$ matrice carrée diagonale des consommations finales par produit (dont produits alimentaires). Cette égalité exprime que pour pouvoir consommer $[\overline{CF}]$ il faut non seulement produire $[\overline{CF}]$, mais il faut produire aussi la consommation intermédiaire $[A][\overline{CF}]$ nécessaire à cette production $[\overline{CF}]$, mais également la consommation intermédiaire $[A]^2[\overline{CF}]$ nécessaire à la production de $[A][\overline{CF}]$, etc.

On rappelle que la somme :

$$[I] + [A] + [A]^2 + [A]^3 + [A]^4 + \dots + [A]^p, \text{ avec } [A]^p \approx 0$$

est égale à : $[I - A]^{-1}$, matrice inverse de la matrice obtenue par différence entre la matrice unité et celle des coefficients techniques.

Dans l'égalité (1), le coefficient $A_{a,a}$ est directement issu de la matrice $[A]$. Le coefficient $\hat{A}_{a,a}$ doit quant à lui être calculé. Il est tel que (Canning, 2011 ; Kelly 2014) :

$$\hat{A}_{a,a} = [A_{a,n}] [1 - A_{n,n}]^{-1} [A_{n,a}]$$

avec :

- $[A_{a,n}]$: matrice ligne des coefficients techniques en produits agricoles (indice *a*) dans les produits non agricoles (indice *n*) ;

- $[A_{n,a}]$: matrice carrée des coefficients techniques en produits non agricoles dans les produits non agricoles ;
- $[1 - A_{n,n}]$: matrice différence entre la matrice unité et la matrice précitée ;
- et $[1 - A_{n,n}]^{-1}$: son inverse, qui est la limite de :
 $1 + [A_{n,n}] + [A_{n,n}]^2 + [A_{n,n}]^3 + \dots + [A_{n,n}]^p$;
- $[A_{n,a}]$: matrice colonne des coefficients techniques en produits non agricoles dans les produits agricoles.

Des calculs supplémentaires, non décrits ici, intègrent les importations (finales et intermédiaires) et les marges commerciales et de transport qui majorent la consommation finale. Ces marges sont les productions du commerce et des transports, et font donc l'objet d'une consommation finale pour laquelle, selon les principes décrits plus haut, on calcule la production agricole incluse (faible, en l'espèce). Elle s'ajoute à celle calculée dans un premier temps sur des données du TES aux prix de base, i.e. avant marges.

La seconde décomposition de l'euro alimentaire fournit les valeurs ajoutées induites par la consommation finale alimentaire. Les calculs consistent à obtenir une matrice carrée $[W]$ dont chaque ligne comprend les valeurs ajoutées des différentes branches en colonne induites par la consommation finale d'une unité d'un produit donné en ligne, donc telle que :

$$[VA] = [W] [CF] \quad (2)$$

avec $[VA]$ matrice colonne des valeurs ajoutées par branche et $[CF]$ matrice colonne des consommations finales en produits. Soit $[\bar{V}]$ la matrice carrée diagonale constituée par les taux de valeur ajoutée par branche, $[P]$ la matrice colonne des productions par branche et $[A]$ la matrice carrée des coefficients techniques, on a :

$$[VA] = [P] [\bar{V}] \quad (3)$$

Par ailleurs, on a l'égalité $[P] = [CF] + [CI]$ et comme $[CI] = [A] [P]$, on a aussi :

$$[P] = [1 - A]^{-1} [CF] \quad (4)$$

Donc :

$$[VA] = [\bar{V}] [1 - A]^{-1} [CF] \quad (5)$$

Et de (2) et (5) on tire la matrice $[W]$ recherchée :

$$[W] = [\bar{V}] [1 - A]^{-1}$$

Comme plus haut, des calculs supplémentaires intègrent les importations (finales et intermédiaires) et les marges commerciales et de transport, inductrices de valeurs ajoutées.

Séparation des branches et produits « restauration » et « hébergement »

Dans le TES, la restauration n'est pas dissociée de l'hébergement. Avant tout calcul, on doit donc réaliser les deux répartitions suivantes.

1) Soit $C_{i,RH}$ les consommations intermédiaires en produits i de la branche hébergement et restauration, figurant dans le TES en lignes i et colonne RH .

Il faut dédoubler la branche (une colonne) RH en deux branches (deux colonnes) distinctes R (restauration) et H (hébergement) et estimer les $C_{i,R}$ (consommations intermédiaires de la branche restauration en produits i) et les $C_{i,H}$ (consommations intermédiaires de la branche hébergement en produits i), tels que :

$$C_{i,R} + C_{i,H} = C_{i,RH}$$

sous contrainte de respecter la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée de chacune des branches hébergement et restauration, telles que fournies par les comptes par branche et les ERE en nomenclature détaillée.

2) Soit $C_{RH,j}$ les consommations intermédiaires en produit (service) d'hébergement et restauration des branches j , figurant dans le TES en ligne RH des colonnes j . Il faut dédoubler le produit (la ligne) RH en deux produits (deux lignes) distincts : R (restauration) et H (hébergement) et estimer les $C_{R,j}$ (consommations intermédiaires en restauration dans les branches j) et les $C_{H,j}$ (consommations intermédiaires en hébergement dans les branches j , tels que :

$$C_{j,R} + C_{j,H} = C_{j,RH}$$

sous contrainte de respecter l'utilisation totale de chaque produit hébergement et restauration en consommation intermédiaire, telle que fournie par l'ERE.

Des hypothèses sont en outre nécessaires pour répartir les taxes, fournies par l'ERE, entre consommation intermédiaire et consommation finale.

Pour la répartition 1), on s'appuie, selon les consommations intermédiaires :

- sur des données de comptes sectoriels d'entreprises de la restauration et de l'hébergement (Esane - Insee) ;
- sur des affectations intégrales a priori à l'une ou l'autre des deux branches : notamment, toutes les consommations intermédiaires en produits agricoles et des industries alimentaires sont affectées à la seule branche restauration (on néglige la part indissociable de restauration dans les hôtels) ;
- à défaut, la répartition est faite au prorata de la production de chaque branche.

Pour la répartition 2), on applique à chaque branche j la proportion, connue par l'ERE, C_R/C_{RH} , de la consommation en services de restauration (C_R) dans l'ensemble (C_{RH}) des services de restauration et d'hébergement utilisés en consommations intermédiaires par toutes les branches confondues.

Trois autres corrections : subventions aux produits, vin, tabac

Le TES présente des valeurs aux prix de base incluant les subventions aux produits : on élimine ces dernières du TES afin d'aboutir à des valeurs aux prix d'acquisition tels que payés par les consommateurs.

La deuxième correction du TES consiste à replacer la production de vin dans la branche et dans les produits de l'agriculture (comme dans les comptes nationaux), alors qu'elle figure dans les industries alimentaires et de la fabrication de boissons dans le TES initial.

À partir de 2008, les industries du tabac ne sont plus séparées des industries alimentaires dans le TES. Sans correction, il en résulterait surtout une surestimation des taxes – très importantes sur le tabac - dans l'euro alimentaire, aux dépens des autres composants, dont les valeurs ajoutées. Ceci est corrigé en éliminant les taxes sur le tabac, connues via l'ERE, dans les calculs décomposant la consommation de produits des industries alimentaires. On a corrigé sur le même principe l'incidence des importations et des marges en tabac. Bien que les autres composants de la consommation en produits des industries alimentaires (valeur ajoutée, intrants importés, taxes sur intrants) soient assez peu affectées par le tabac (dont la valeur est relativement faible, hors taxes et marges), leurs montants ont été ajustés afin de retrouver le total de la consommation finale en produits des industries alimentaires hors tabac retracée dans les comptes nationaux et l'ERE.

Tableau 1

La consommation alimentaire selon les sources en 2012

Unité : M € Aux prix d'acquisition	Consommation finale par produit (TES)	Consommation finale par produit (comptes nationaux, nomenclature détaillée)	Consommation effective par fonction	Taux de correction des résultats issus du TES (6)
Produits de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture	29 573	23 963 (1)	23 649 (3)	79,97%
Produits des industries alimentaires et des boissons	149 991 (4)	147 469 (2)	145 535 (3)	97,03%
Total « alimentaire hors restauration »	179 564	171 432	169 184	94,22%
Restauration	57 066 (5)	57 066 (5)	57 660 (5)	101,04%
Total « alimentaire avec restauration »	236 630	228 498	226 844	95,86%

Notes :

- (1) hors fleurs et plantes et animaux de compagnie : produits a priori non alimentaires...
 (2) hors aliments pour animaux de compagnie (non prévus pour l'alimentation humaine), hors tabac.
 (3) estimé sur la base des proportions des comptes nationaux.
 (4) hors tabac (contrairement à la valeur figurant dans le TES).
 (5) non compris : restauration en consommation intermédiaire (19 Md€) et restauration indissociable d'autres services : hébergement, hospitalisation... (montant inconnu).
 (6) rapport entre consommation effective et consommation finale par produit du TES

Sources : Insee, Eurostat

Tableau 2

TES domestique 2012 aux prix de base (avant taxes et avant marges) hors subventions aux produits, après correction sur le vin et séparation restauration / hébergement

Unités : M€	Utilisations intermédiaires						Utilisations finales par produit		
	Agriculture Pêche, Aquaculture	Industries alimentaires, des boissons et du tabac	Restauration	Commerce Transport	Autres industries et services	Total des utilisations en CI par produit	Consommation finale par produit	Autres demandes finales par produit	Utilisation totale par produit au prix de base
Agriculture, pêche, aquaculture	12 574	42 898	1 361	0	843	57 675	8 768	15 601	82 045
Industries alimentaires, des boissons et du tabac	6 908	20 001	14 372	1 969	12 036	55 286	77 999	30 835	164 120
Restauration	28	306	851	6 107	12 149	19 440	54 870	0	74 310
Commerce et transport	4 309	13 878	5 290	64 528	105 408	193 412	190 280	117 281	500 973
Autres industries et services	15 079	26 714	5 376	137 916	899 105	1 084 191	1 077 202	750 745	2 912 138
Total	38 897	103 797	27 249	210 520	1 029 541	1 410 003	1 409 120	914 463	3 733 586
Importations intermédiaires	10 558	16 566	4 769	40 346	322 360	394 600	Remarque :		
Taxes moins subventions	1 691	2 135	971	11 209	56 301	72 307	La valeur ajoutée totale aux consommations intermédiaires d'origine domestique, égale à :		
Consommation intermédiaire par branche au prix d'acquisition	51 146	122 498	32 989	262 074	1 408 202	1 876 910	3 733 586 - 1 410 003 = 2 323 583		
Valeur ajoutée au prix de base	30 899	41 622	41 321	238 899	1 503 938	1 856 678	est aussi égale à la demande finale en produits domestiques :		
Production au prix de base	82 045	164 120	74 310	500 973	2 912 138	3 733 586	1 409 120 + 914 463 = 2 323 583		

Note : Le TES domestique retrace l'utilisation des produits domestiques ; importations prises en compte globalement et uniquement s'agissant des consommations intermédiaires, pour assurer l'équilibre : production = utilisation (valeurs sur fond jaune). Le TES utilisé pour les calculs est à 60 branches et produits, au lieu de 5 dans cette représentation dans laquelle de nombreux produits (lignes) et branches (colonnes) ont été regroupés, en particulier : agriculture, pêche et aquaculture, commerce et transport, autres industries et divers services dont l'hébergement, lequel a été séparé de la restauration. Le TES réel détaille les « autres demandes finales » (exportations, FBC). La consommation finale supposée alimentaire est constituée par les valeurs en rouge. Valeurs aux prix de base : avant taxes et avant marges de commerce et de transport.

Sources : Insee, Eurostat, adapté par OFPM

Tableau 3

Décomposition de la consommation alimentaire en production agricole incluse, valeurs en aval, importations alimentaires et taxes en 2012

Unité : M€

Consommation effective des ménages en produits alimentaires et restauration	226 844	100,0%
= production agricole (*) domestique pour consommation finale et intermédiaire	34 642	15,3%
+ produits alimentaires importés pour consommation finale	23 879	10,5%
+ valeur créée en aval	147 880	65,2%
+ taxes	20 443	9,00

Valeurs calculées à partir du TES puis recalées sur la consommation alimentaire effective en produits et service de restauration

Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

Tableau 4

Décomposition de la consommation alimentaire en valeurs ajoutées, importations alimentaires et intermédiaires et taxes en 2012

Unité : M€

	Consommation alimentaire en produits via le commerce et en service de restauration					
	Produits de l'agriculture	Produits de la pêche et de l'aquaculture	Produits des industries alimentaires et fabrication de boissons	Total hors restauration (1)	Consommation alimentaire en service de restauration	Total restauration incluse
	M€	M€	M€	M€	M€	M€
<i>Valeurs ajoutées induites par branche :</i>						
Agriculture	3 038	4	10 320	13 362	1 823	15 185
Pêche	2	126	118	246	106	353
Industries alimentaires et fabrication de boissons	233	9	22 610	22 852	3 287	26 139
Autres industries de transformation	715	76	5 275	6 067	1 221	7 287
Restauration	113	17	685	815	31 291	32 106
Commerce	5 807	928	26 458	33 194	2 116	35 310
Transport	376	55	3 047	3 478	1 006	4 485
Autres services	2 597	394	19 717	22 708	5 418	28 126
Total valeur ajoutée induite	12 882	1 610	88 230	102 722	46 269	148 991
<i>Consommations intermédiaires importées</i>	2 759	339	22 731	25 828	7 703	33 531
<i>Importations alimentaires</i>	4 015	328	19 536	23 879	0	23 879
<i>Taxes</i>	1 535	181	15 038	16 754	3 688	20 443
Consommation effective des ménages en produits alimentaires et restauration	21 190	2 458	145 535	169 184	57 660	226 844

- (1) Les résultats hors restauration diffèrent légèrement de ceux publiés antérieurement du fait de corrections apportées à certaines données et étapes de calcul

Valeurs calculées à partir du TES puis recalées sur la consommation alimentaire effective en produits et service de restauration

Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

Tableau 5

Décomposition de la consommation alimentaire en valeurs ajoutées, importations alimentaires et intermédiaires et taxes en 2012

Unité : pour 100 € de consommation alimentaire

	Consommation alimentaire hors restauration (1) <i>Pour 100 €</i>	Restauration <i>Pour 100 €</i>	Consommation alimentaire restauration incluse <i>Pour 100 €</i>
<i>Valeurs ajoutées induites par branche :</i>			
Agriculture	7,9	3,2	6,7
Pêche	0,1	0,2	0,2
Industries alimentaires et fabrication de boissons	13,5	5,7	11,5
Autres industries de transformation	3,6	2,1	3,2
Restauration	0,5	54,3	14,2
Commerce	19,6	3,7	15,6
Transport	2,1	1,7	2,0
Autres services	13,4	9,4	12,4
Total valeur ajoutée induite	60,7	80,2	65,7
<i>Consommations intermédiaires importées</i>	15,3	13,4	14,8
<i>Importations alimentaires</i>	14,1	0,0	10,5
<i>Taxes</i>	9,9	6,4	9,0
Consommation effective des ménages en produits alimentaires et restauration	100,0	100,0	100,0

(1) Les résultats hors restauration diffèrent légèrement de ceux publiés antérieurement du fait de corrections apportées à certaines données et étapes de calcul.

Valeurs calculées à partir du TES puis recalées sur la consommation alimentaire effective en produits et service de restauration.

Source : OFPM d'après Insee et Eurostat

Bibliographie

Butault J.P., Boyer Ph. (2012). [L'euro alimentaire en France et le partage des valeurs ajoutées](#). Économie rurale, 2014/4 (n° 342).

Boyer Ph. (2016). *Méthodes de décomposition de l'euro alimentaire. Document de travail*. Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, FranceAgriMer, décembre.

Canning P. (2011). [A revised and expanded food dollar series. A better understanding of food costs](#). Economic research report (n°114), USDA.

Eurostat (1977). [Manual of Supply, Use and Input-Output Tables](#)

Insee (2016). [Comptes nationaux](#).

Kelly J. (2012). [The Farm Share in Canada from 1997 to 2010: Identifying Trends in Value Distribution Along the Agri-Food Supply Chain](#). Thesis for the degree of Master of Science in Food, Agricultural and Resource Economics and International Development Studies, University of Guelph, Ontario, Canada.

Larochette B., Sanchez-Gonzalez J. (2012). [Cinquante ans de consommation alimentaire : une croissance modérée, mais de profonds changements](#). Insee Première – n° 1568.

Leontieff W. (1966, 1986) *Input-output economics*. 1st & 2nd ed. New York. Oxford University Press.

Mélani Ch. (2014). [La dépense alimentaire des ménages français résiste à la crise](#). Les synthèses de FranceAgriMer, n°4. Consommation. FranceAgriMer, septembre.

Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires (2012, 2013, 2014, 2015). [La lettre de L'OBSERVATOIRE](#), n° 2, 5, 8 et 9.

Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires (2010, 2011, 2012, 2013, 2015, 2016). [Rapport annuels au Parlement](#).

Mots clés

Consommation alimentaire

Prix alimentaires

Tableaux entrées-sorties

Valeurs ajoutées.